

Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10°)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : ANDRÉ COLOMER
423, rue Montmartre, PARIS (2°)

ABONNEMENTS

FRANCE	ETRANGER
Un an... 80 fr	Trois mois. 28 fr
Six mois... 40 fr	Six mois. 56 fr
Trois mois. 20 fr	Un an... 112 fr
Chèque postal	Lentente 658-02

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Du linge sale

Laver son linge sale en famille ! Hé, ces vieux conseils de la sagesse bourgeoise. Entendons-nous, car je n'ai point de famille. La grrande famille prolétarienne ! Ah ! si vous employez ces mots-là... (que galvados, maculés, faisandés, ces mots !)

Le peuple-roi ? Celui qui ne comprend jamais rien, mais qui applaudit au défilé des troupes, au passage d'un souverain, à l'arrivée du gagnant, à toutes les mascarades.

Le grand Villiers disait : « La sottise au front de taureau ! »

Dans ce hourvari, cette salade, Populo n'a plus le temps de lire. Un coup d'œil sur la gazette pour connaître la performance du champion, pour se tenir au courant, vaguement, de ceci, de cela, à l'aveuglette. Lire un livre, c'est trop long, cela exige un réel effort. Lire le compte rendu d'un roman ou d'une pièce de théâtre, n'est-ce pas suffisant ? Dans les pires provinces, un compte rendu, retenu, re-raconté, peut faire encore son petit tout d'effet. Inutile de lire un livre puisque des critiques, des as, des fortes têtes servent le plat tout cuit, la viande toute machée.

D'abord, acheter des vrais livres, quel métier ! Ça coûte cher. On m'assure que les livres se vendent, en dépit des prix effarants.

Jamais encore de si gros tirages ? Possible. La contagion de la sottise, l'engouement pour tel roman crû scandaleux. Il est de bon ton de posséder l'ouvrage dont tout le monde a dit : « C'est dégoûtant ».

Populo a lu, par hasard, mais il cherche d'abord à emprunter l'ouvrage et n'achète que par hasard (ou parce que la « conjointe » insistait, gaspilleuse ! De l'argent gaspillé, enfin !)

Pour nous, qui nous garons à la fois des romans de la bonne société et des feuilletons ridicules, le choix des lectures est malaisé. Nos revues, nos journaux, oui, et je suis sûr que nous serions renseignés, très suffisamment, en ne lisant que nos publications. Sclairez ? Parbleu ! Nous n'avons pas assez d'argent pour nous offrir le luxe de l'électisme. Si je dépense la somme (importante pour moi) destinée à l'achat d'un livre, je veux une œuvre et non pas une bagatelle, une niaiserie, une petite ordure à la mode. Un bon vieux auteur, profitable, sûr.

Mais chacun se mêle d'écrire aujourd'hui, et quel spectacle lamentable que celui-ci : un garçon gonflé d'ambition à lu, à tort et à travers. Il a mal digéré, mais il est fier de lui. Il fonde une revue et péroré. Les livres passent au crible. Du haut de sa tribune, le blanc-bec assène ses verdicts. Gardez-vous, poètes ou dramaturges, philosophes, romanciers, doctrinaires. Le critique prononce des sentences qui seront sans appel et s'imagine que l'univers a les yeux fixés sur lui. Ceci pas trop mal, cela quelconque. Et, par plaisir, écoutez cette définition :

« Poésie = mensonge, le jugement est sévère, sinon pour la poésie pure, du moins pour la poésie d'idées, c'est à cette dernière qu'il faut tout particulièrement la faveur. »

Je respecte le français fantaisiste de cet échantillon ! Je fais beaucoup d'honneur à ces tristes édiculations, n'est-ce pas ? Je les donne en exemple ! L'exemple de ce qu'il ne faut pas écrire, la preuve du papier gâché, de l'aplomb d'un petit homme, le témoignage d'une mauvaise digestion.

Si mon ami Rochat, que j'eus l'honneur de préfacer, n'est pas content, car il n'a pas fait « vibrer » l'auteur de *Lectures*, quel dommage, quel dommage ! Au fait, ça s'intitule *Lectures*, et ça coûte un franc tous les mois. Coquet ! L'auteur ? Un sieur Bergeron. Au fait, vous connaissez ? Il a bavé sur notre solide Wullens, sur le *Libertaire*. C'est un baveur.

Pour moi, j'écope de ce coup de pied de l'âne ; l'âne décrit : ma rancœur d'être méconnu et ma rage de voir les copains arrivés. Plaiguez-vous donc ! Je vous cite en bonne place au *Libertaire*, et je vous fais de la réclame non payée. En admettant que ces *Lectures* aient de nombreux lecteurs, admettons, folliculaire, directeur de revue, grand critique, vous voilà lancé ! Et c'est ainsi que le premier venu s'arroge le droit d'écrire, d'aligner des inepties. On réglemente le mastroquet, mais le venin des lettres se répand impunément.

Linge sale ! « Ma rage » fera sourire les amis, et si je donne une phrase en exemple, c'est tout de même pour édifier.

Des camarades m'écrivirent : « Mouchez ce sous-homme. Défendez-vous. Odieuses, ces lignes ! » Me défendre ?

A l'aide pour Max Nettlau

LA DÉTRESSE

DE NOTRE VIEUX CAMARADE

Par l'intermédiaire de l'Editorial Argonauta, œuvre d'éditions anarchistes de la République Argentine, nous apprenons que notre vieux camarade Max Nettlau se trouve dans une détresse extraordinaire.

Pas un anarchiste n'ignore l'œuvre formidable de Max Nettlau, Docteur en philosophie, reçu à l'Université de Leipzig, riche et cultivé, il a dédié toute sa vie, toute sa fortune et toute sa science à propager l'idée anarchiste, à faire connaître son histoire et son avenir. Il a suivi de très près l'œuvre des penseurs et agitateurs libertaires durant ces quarante dernières années et il a organisé, avec ces matériaux, la bibliothèque la plus extraordinaire et la plus précieuse qui soit au monde sur les questions sociales.

Une récente lettre adressée de Zurich à nos camarades du groupe Editorial Argonauta nous apprend que Max Nettlau se meurt littéralement de faim. Aussi, sentant sa vie près de finir, notre camarade a décidé de mettre sa bibliothèque en lieu sûr pour pouvoir la laisser tout entière au sein du mouvement anarchiste. Mais, pour ce faire, notre vieux ami n'a pas un sou et sa bibliothèque est dispersée, partie à Paris, partie à Londres et le reste à Vienne ; il a donc absolument besoin que les anarchistes du monde entier lui viennent en aide avant que les gouvernements de Londres ou de Paris aient mis la main sur cette fortune de pensée anarchiste, pour pouvoir la sauver.

Le groupe argentin Editorial Argonauta, premier informé, a ouvert une souscription pour permettre au vieux camarade Max Nettlau de recouvrer sa bibliothèque (l'œuvre de sa vie) et demande à tous les anarchistes du monde entier de se joindre à lui dans ce but, et pour alléger en même temps le fardeau des années qui éraient de leurs dures nécessités les épaules fatiguées du vieux penseur anarchiste.

« Notre tour, nous joignons notre voix à celle de nos camarades d'Argentine et nous voulons espérer que notre appel sera entendu de tous nos camarades qui tiendront à honneur de joindre leur obole à la nôtre pour cette œuvre de solidarité internationale et pour que ne s'éteigne pas l'œuvre de Max Nettlau.

Adressez le montant de votre souscription à Lentente, 9, rue Louis-Blanc.

LE FAIT DU JOUR

Mourir de faim

C'est un « fait du jour » pour bien des êtres par ce monde d'injustice : Ne pas manger à sa faim.

Tandis que les oisifs, les inutiles vont, durant ces beaux mois d'été, dépenser leur superflu dans les belles plages à la mode, tandis que les billets de mille seront rajetés sous le coup de râteau des croupiers dans les casinos, tandis que les belles filles soyeusement déshabillées, feront sauter au son des jazz-band les capitaux des fils de nouveaux riches — il y a dans les faubourgs encrassés des capitales de nombreux travailleurs, parmi ceux qui produisent tous ces biens que les parasites gaspillent, dont l'estomac crie la faim.

Il y a aussi, à Vienne, un des meilleurs penseurs de notre temps, un des plus généreux esprits du monde, un des plus savants et des plus ardents propagandistes de l'idéal libertaire qui n'aura pas ce soir sa pittance assurée.

Un Max Nettlau connaît la misère. Et tant de crétiens jouissent bestialement de tous les biens de la Terre !

Voilà qui suffit à condamner l'état social qui nous contraint à un tel spectacle.

D'autre part, on nous appelle au secours de cette stupide et tragique détresse. Mais l'aide des anarchistes ne suffit pas. Elle ne pourrait réparer, une à une, toutes les injustices de ce genre. Ce qu'il faut aussi, c'est que de telles nouvelles nous incitent plus que jamais à la destruction méthodique du régime d'autorité et de capitalisme qui cause le malheur des individus.

Six communistes inculpés de haute trahison

Berlin, 30 juillet. — Au début du mois d'août, six communistes comparurent devant le Tribunal d'Etat à Leipzig, sous l'inculpation d'avoir violé la loi sur la protection de la République et de s'être rendus coupables de haute trahison.

Allons donc, je les cite en exemple ; un hommage d'ignorant et de censeur en herbe implique la seule gloire qui vaille. Le rire est sain. Rions, et nos pires ennemis, connaissons-les. Ceux qui, sous le couvert des idées, éjaculent des ordures. A l'époque des puanteurs, bouchons nos narines ? Notre pire ennemi, c'est la Sottise.

Marcel MILLET.

AU SÉNAT

L'amnistie remise à septembre Le Sénat repousse le projet des loyers voté par la Chambre

La séance s'ouvre à quinze heures sous la présidence de M. de Selves.

M. Boivin-Champeaux, président de la Commission de législation, déclare qu'il a été impossible à ladite commission d'adopter le texte de la Chambre, et d'entrer ainsi dans une voie qui « mène directement à la suppression du droit de propriété ».

On ne se serait jamais douté de cela, n'est-ce pas ?

Puis il déclare que, en ce qui concerne l'amnistie, il est impossible de mener à bien de suite la discussion. En conséquence il demande, au nom de la Commission, de renvoyer la discussion de ce projet à la prochaine session.

Puis M. Guillaume Poule, rapporteur de ladite commission, lit un rapport dont voici quelques passages essentiels :

« Il est apparu, à votre commission, que, en dépit de son vif désir d'aboutir rapidement, plusieurs semaines s'écouleraient nécessairement avant que le Sénat pût être appelé utilement à discuter l'ensemble du projet de loi. Il lui a paru préférable, pour ces raisons, d'en renvoyer l'examen à la prochaine session, c'est-à-dire en octobre prochain, sauf à elle à l'étudier dans l'intervalle des sessions.

« Mais désireux de répondre de suite, pour sa part, aux sentiments de générosité et d'humanité qui ont amené le gouvernement à saisir les Chambres du projet de loi, votre commission a été d'avis, toutes choses restant en l'état, de vous proposer, tout d'abord, de proroger à nouveau le délai d'application de l'article 16 de la loi d'amnistie du 29 avril 1921, concernant la grâce amnistiant ; le délai d'application de cet article a été prorogé deux fois, la première fois à la date du 17 juillet 1922, la seconde fois à la date du 19 juillet 1923 ; le texte que nous vous soumettons ne peut soulever aucune discussion, car il est celui même que les Chambres ont adopté à ces deux dates. Il permettrait au Gouvernement, sans attendre le vote de l'ensemble du projet de loi, de faire bénéficier de la grâce amnistiant un certain nombre de condamnés militaires qui n'ont pu jusqu'ici bénéficier des lois précédentes.

« Votre Commission vous propose, en second lieu, d'adopter l'article 18 du projet de loi voté par la Chambre, et concernant la réhabilitation des militaires passés par les armes, dans les cas d'exécution sans jugement. M. le Garde des Sceaux aurait ainsi, à sa disposition, dès maintenant, le moyen légal de mettre fin à des situations aussi attristantes que douloureuses.

« Enfin, votre Commission tient à exprimer le vœu, qu'en attendant l'examen et le vote du projet de loi, les ministères de la guerre et de la marine fassent un large et généreux usage du droit de suspendre l'exécution des jugements que leur accordent sans conditions ni réserves, l'article 150 du code de justice militaire pour l'armée de terre, ou l'article 180 du code de justice militaire pour l'armée de mer.

« Elle exprime également le vœu que le Gouvernement fasse un large et généreux usage du droit de grâce simple en faveur de ceux qui, délinquants non militaires, pourraient être en cours de peine ou seraient susceptibles d'être incarcérés pour infractions commises en matière de réunions, d'élections, de conflits collectifs du travail, de manifestations sur la voie publique, ou pour infractions prévues par les lois sur la presse des 29 juillet 1881, 12 décembre 1893 et 26 juillet 1894, ou pour faits connexes.

« M. Tissier s'oppose à ce renvoi et déclare qu'on peut passer de suite à l'examen du projet voté par la Chambre.

« On invoque le grand nombre d'articles de lois auxquels se réfère le projet ; mais il y en a beaucoup qui sont de style : en réalité, seuls trois ou quatre points importants sont à trancher (insoumis, déserteurs, affaire Caillaux, cheminote).

Puis il dit ces belles phrases : « Ce que nous apporte la Commission ne donnerait satisfaction qu'aux morts qui peuvent attendre ; on ne ferait rien pour les vivants qui sont dans les bagnes.

« Proroger l'article relatif à la grâce amnistiant cela reviendrait à accentuer l'injustice, car seuls ceux qui ont un défenseur bien en cour, ou qui sont bien placés, pourraient en bénéficier. Quant aux faibles, aux petits, aux obscurs, ils resteraient toujours en prison. »

M. René Renoult, ministre de la Justice, demande que le Sénat n'adopte pas le texte de la Commission.

M. de Montzie, en un langage cinglant, rappelle aux sénateurs la phrase de Jules Simon qui disait en 1880, à propos des Communards, qu'il aimait mieux des partisans décidés de l'amnistie que des adversaires qui la font. Il reproche à la commission et aux adversaires de l'amnistie d'avoir peur de ne pas oser dire « non » et d'empêcher le vote, retardant par cela la mesure de pardon.

Puis cette phrase que nous approuvons : « Pour bénéficier de la grâce amnistiant, il faudra que les condamnés la demandent comme pour une grâce ordinaire. Or, il ne faut pas vouloir humilier ces oppositions, obliger ceux qui ont été frappés pour des

délits politiques à réclamer le bénéfice d'un geste de clémence de la part du pouvoir exécutif. »

A un moment, comme il parlait de Caillaux, il fut interrompu par Dominique Delahaye, le vieux chouan qui l'insulta.

La gauche fit tellement de bruit — chose qu'on ne vit encore jamais au Sénat — criant : « Démission ! Démission ! Censure ! » que M. de Selves, plein de partialité, qui prétendit ne rien avoir entendu, fut obligé de lever la séance au milieu d'un tumulte indescriptible.

Quarante minutes après la séance reprend, de Selves rappelle Delahaye à l'ordre, celui-ci monta à la tribune, où il se « dégonfla » et fut encore une fois rappelé à l'ordre.

De Montzie continue son discours et dépose une motion de renvoi de la proposition de la commission et la mise à l'étude du projet adopté par la Chambre.

LES SOCIALISTES TORPILLENT L'AMNISTIE

A la surprise générale, le sénateur socialiste de l'Isère, Brenier, vient déclarer qu'il votera le projet de la Commission, à condition que M. Boivin-Champeaux promette une prompt étude des articles de la Chambre.

Un certain Japy lut un télégramme des « Français de Suisse » qui protestent contre l'amnistie.

M. Gourju se déclare, malgré ses amis politiques, partisan d'un vote rapide du texte de la Chambre.

(Lire la suite en deuxième page)

Ligue Internationale des Réfractaires,
Association des Libérés et Victimes
de la Guerre,
Fédération Ouvrière et Paysanne

SEMAINE INTERNATIONALE ANTIMILITARISTE

Grand Meeting

ce soir, à 20 h. 30

à la BELLEVILLE, 23, rue Boyer, Paris

avec le concours de :

Masselier, Henry Torrès, Broutchoux

pour la F. O. P.

Fels, Lagorgette

pour les Libérés

Suzanne Lévy, Le Meillour, Boudoux

pour les Réfractaires

La parole sera donnée à des camarades étrangers.

ENTRÉE GRATUITE

Les rebelles brésiliens seront amnistiés

Buenos-Ayres, 30 juillet. — On assure que le président proclamera l'amnistie pour tous ceux qui ont pris part à la révolte, à l'exception des chefs, qui seront fusillés ou emprisonnés pour la vie s'ils sont pris.

Contre le fascisme le peuple italien réagit

Il semble que le prolétariat italien commence à reprendre de l'énergie. La nouvelle suivante est de bon augure :

« Rome, 30 juillet. — On mande de Milan, au « Messaggero » :

« Deux fascistes qui avaient eu maille à partir dans une auberge de Busto-Arancio, avec des jeunes gens du pays, ont été assaillis plus tard par des paysans.

« L'un est parvenu à s'enfuir. L'autre a été renversé, lapidé, roué de coups de bâton et poignardé.

« Le soir même, les carabinieri ont arrêté quatre individus, mais la population s'est soulevée et a tenté de libérer les prisonniers, dont le transfert n'a pu être opéré que grâce à l'arrivée de renforts. »

Quelques efforts de ce genre dans toute l'Italie, et la dictature ne serait plus possible pour un Mussolini.

Vaquier sera-t-il exécuté ?

En Angleterre, l'opinion publique s'émeut du sort de Vaquier. On sait qu'il fut condamné à mort comme coupable de l'assassinat de l'aubergiste de l'Ancre Bleue. Le pourvoi en appel qu'avait formé Vaquier vient d'être repoussé. Il n'y a donc plus d'autre recours pour le malheureux héros du drame de Byfleet que la commutation de peine que peut prononcer le ministre de l'Intérieur anglais, ou la grâce que peut accorder le roi d'Angleterre.

De grands doutes sont émis sur la culpabilité du condamné à mort.

A ce sujet, M. Ben Turner, membre du Parlement, a écrit au « Daily Herald » la lettre suivante :

« Je compte qu'une pétition sera présentée demandant au sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur de surseoir à l'exécution de Vaquier. Il y a plusieurs raisons pour cela. L'une est qu'il est étranger et qu'il a été jugé par une Cour dont la procédure était absolument impossible à suivre pour lui. S'il est pendu, cela peut créer un sentiment pénible dans l'esprit de beaucoup de gens en France, et il existe déjà assez de soupçons et de mauvaise volonté. Je n'exécute en aucune façon le crime de l'hôtel de l'Ancre Bleue, si Vaquier l'a commis, mais les mystères qui entourent l'affaire et les faits en général me font insister pour que le Home Secretary exerce sa clémence et ne fasse pas pendre Vaquier.

« Signé : BEN TURNER. »

Des pétitions en faveur de Vaquier circulent à Londres et dans le district de Woking.

D'autre part, d'après le « Daily Express », M. Herriot a eu hier soir une entrevue avec une personne qui connaît Vaquier et a suivi de près le procès. M. Herriot l'écoula patiemment pendant vingt minutes et se mit aussitôt à écrire une lettre qu'il remit à son compatriote, en lui disant : « Envoyez-la à M. Henderson. Elle peut servir à sauver la vie de Vaquier. »

L'Amnistie à la Chambre

En fin de séance, hier, à 20 heures 30, le ministre de la Justice prit la parole pour demander aux députés de vouloir bien se réunir ce matin afin de discuter le projet d'amnistie retour du Sénat.

Le ministre de la Justice s'est tout, hier soir, des parlementaires ; car, en fait de projet d'amnistie, c'est tout simplement un projet de grâce amnistiant (et de réhabilitation pour certains fusillés) que le Sénat propose à la Chambre.

Vous savez demain, camarades lecteurs, si le Bloc des Gauches s'est une fois de plus dégonflé.



LA RUADE

HERRIOT. — Sacré bourrin, il serait bien capable de me flanquer par terre !

Les fonctionnaires attendent

Les grands assassins patentés sont l'objet de la sollicitude des députés. Au commencement de la séance, hier, la Chambre se montra unanime pour replacer dans l'activité le général Sarraï, en raison de son rôle glorieux dans la bataille de Verdun. Celui-ci va donc maintenant toucher solde entière. D'autres généraux limogés vont incessamment, d'ailleurs, profiter de la même faveur ; il y a eu, à la demande de la droite, promesse du gouvernement à ce sujet, et nous ne sommes pas en peine pour ces massacreurs d'hommes, le gouvernement tiendra cette promesse-là.

Buré, nourrisson de l'Etat

Après cela, nos « vingt-sept mille » font jongler les millions et votent, votent, votent les crédits à allouer aux différents ministères.

A un moment de la discussion, le député socialiste Bouvier déclare que « les inspecteurs de la répression des fraudes remplissent bien mal leur mission. L'un d'eux, entre autres, n'a jamais accompli son mandat ».

Le fait n'est pas contesté par le Ministre de l'Agriculture, et nous apprenons que le sieur Buré, directeur de l'« Eclair », qui est l'agent en question, a touché, pendant dix années, des appointements très gros sans jamais se mettre au « boulot ». Cet inspecteur de la répression des fraudes a commencé par frauder lui-même, puis, quotidiennement, il a prêché à ses lecteurs, assez bêtes pour le croire sur parole, le respect des institutions. N'allez pas croire, camarades, que M. Buré soit un phénomène et représente un cas isolé.

Comme on change !

Sous Poincaré, la précédente Chambre avait décidé, à l'occasion du vote des dix décimes, la suppression du monopole des allumettes. Sous Herriot, la nouvelle Chambre décida, hier, à l'occasion du vote de certains crédits, le rétablissement de ce monopole. Ça chagrinerait peut-être M. Billiet, mais nous ne voyons pas ce que les consommateurs y gagneront ; nous les prions donc de ne pas trop s'emballer pour cette décision qui ne peut, en quoi que ce soit, rien modifier.

A propos de ce petit débat, nous avons eu l'occasion d'admirer une des plus belles vertus des politiciens. Le ministre Raynaldi qui, au nom du gouvernement, demandait le rétablissement de ce monopole, le faisait « consciencieusement », sans se souvenir qu'il y a quelques mois il avait voté sa suppression.

Les 1.800 francs des fonctionnaires

Les crédits sont adoptés. Mais avant de les soumettre en bloc à l'assentiment de l'assemblée, deux socialistes, MM. Voilin et Lebas viennent réclamer, pour les fonctionnaires, les 1.800 francs annuels d'indemnité de vie chère à partir de ce mois de juillet. On sent que s'ils poussaient la question à fond ils obtiendraient gain de cause, mais vite on s'aperçoit qu'ils n'ont voulu faire qu'une manœuvre électorale, car ils battent en retraite aussitôt qu'ils sont en possession d'une méchante promesse du gouvernement. Ils pouvaient obtenir tout de suite, pour les fonctionnaires, les 100 francs par mois d'indemnité de vie chère qui, additionnés aux 60 francs que leur ont déjà alloués, leur donnaient satisfaction ; ils ont préféré faire plaisir aux ministres en remettant au mois d'octobre la solution, si pressante pourtant, d'une pareille question.

Pas un député « communiste » ne jugea bon de reprendre la proposition que les socialistes laissaient tomber. Pas un ne souffla mot.

L'ANTIPARLEMENTAIRE.

FEDERATION DE L'ENSEIGNEMENT

L'affaire Cotto

Mlle Cotto est institutrice à Nice (école de la Madeleine). Elle a quinze ans de services, de bonnes notes professionnelles et a été promue au choix le 1er janvier 1923. Jusqu'à cette époque, tous ses rapports d'inspection furent élogieux.

Et cela aurait certainement continué si notre camarade n'avait eu le grand tort de déplaire à Mme Valet, la directrice qui, elle, est au mieux avec l'inspecteur primaire, M. Guillot.

Mlle Cotto a exposé les faits dans une lettre qu'elle adressait à l'Académie le 25 mai dernier et dont nous extrayons les passages suivants :

« ...Le 30 janvier 1923, je surpris, sans le vouloir, Mme Valet qui quittait l'école avant quatre heures, laissant ses élèves en classe comme cela lui arrive fréquemment.

« Dès ce jour, commence contre moi une série de brimades. »

La liste de ces brimades est très longue. La directrice se servait des élèves pour humilier l'institutrice.

Pour tous ces faits... inqualifiables, on aurait compris que l'Administration décerner un blâme à la directrice. Mais c'eût été porter atteinte à l'Au-to-ri-té. Et nous savons, d'autre part, que Mme Valet était très bien avec son inspecteur.

Le blâme a donc été pour Mlle Cotto. Blâme de l'inspecteur primaire en date du 22 mai 1924 ; blâme de l'Académie le 14 juin. Les... chefs ne se... mangent pas entre eux.

Les pères et mères de famille ont pris énergiquement la défense de Mlle Cotto. Il en est résulté des incidents sur lesquels nous reviendrons bientôt.

Le Syndicat de l'Enseignement des Alpes-Maritimes s'occupe aussi de l'affaire. Il demande : 1. des sanctions contre la directrice et l'inspecteur qui ont failli aux plus élémentaires de leurs devoirs ; 2. le retrait du blâme infligé à notre camarade.

La Fédération la soutiendra de toutes ses forces.

LE BUREAU FEDERAL.

VIENDE PARAITRE :

LE COUPLE

par Victor MARGUERITTE

En vente à la Librairie Sociale, 9, rue Louis-Blanc, Paris (10^e). Prix : 7 fr. 50 franco ; recommandé : 8 fr. 35. Chèque postal M. Jout

AU SÉNAT

(Suite)

LE MINISTRE ET LA GAUCHE SUIVENT LE MOUVEMENT

Le ministre et de Monzie déclarent que si le président de la commission promet de donner son rapport en septembre, ils se rallient à la thèse de la Commission.

Le président et le rapporteur de la Commission promettent de faire tout leur possible pour être prêts.

Après que fut faite la promesse de ne pas clore la session avant le vote de l'amnistie, le texte de loi suivant est adopté :

Article premier. — Jusqu'au 1^{er} janvier 1925, seront remises en vigueur les dispositions de l'article 16 de la loi du 29 avril 1921. Pourront également et dans le même délai bénéficier des dispositions de l'article 16 de la loi du 29 avril 1921, les condamnés, visés par ledit article, bien qu'ils aient été libérés de leur peine.

Art. 2. — Dans les cas d'exécution sans jugement, la réhabilitation des militaires passés par les armes pourra être demandée par le ministre de la Justice à la requête du conjoint, des ascendants ou descendants, ou du ministre de la Guerre ou de la Marine.

« La Chambre d'accusation sera saisie par le procureur général en vertu de l'ordre exprès que le ministre de la Justice aura donné. »

Elle instruira le procès en Chambre du Conseil, ordonnera toutes mesures propres à mettre la vérité en évidence, et statuera définitivement sur la demande, après réquisitions écrites du procureur général, les intéressés ou leurs conseils entendus.

L'arrêt qui ordonnera la réhabilitation pourra allouer aux ayants droit des dommages-intérêts à raison du préjudice qui leur aura été causé.

Art. 3. — La présente loi, également applicable à l'Algérie, aux colonies et aux pays de protectorat, est adoptée.

La question des loyers

LE SENAT MAINTIENT

SON TEXTE PRIMITIF

M. Morand dépose le projet de loi sur les loyers que la Chambre avait repoussé dans sa séance du 12 juillet.

Après intervention du ministre de la Justice et de M. Mauger en faveur du texte de la Chambre, puis une discussion entre divers membres du Sénat, l'assemblée vote dans son ensemble le projet de loi que nous avons publié dans notre numéro du 13 juillet.

Que va faire la Chambre ? En tous cas, les propriétaires ont trouvé une bonne majorité de défenseurs au Luxembourg.

Et après avoir bien travaillé contre les prisonniers et pour les propriétaires, les vieux au cœur sensible se sont séparés à 19 h. 30.

La prochaine séance aura lieu aujourd'hui à 14 h. 30.

Le Sénateur endurci.

Paroles de sénateurs

Le Luxembourg est une étuve
Où notre chair se racornit :
Fuyons le feu de ce Vésuve
Pour la fraîcheur d'un plus doux nid.

Quand vient l'été, la mort nous gagne !
Dans le... salon le plus grenat,
Nous avons l'air de « vivre » au bague...
Et c'est vexant pour le Sénat !

Il fait meilleur sous les grands arbres,
Il fait meilleur devant la mer,
Que sous les yeux des plus beaux mar-
bres
Qui nous regardent sans voir clair.

Allons chercher l'humour d'un chanfre
Et méditer quelque bon coup
En admirant, goîtreux du ventre,
Les Savoyards goîtreux du cou !

Que le Mont Blanc couvert de glaces
Soit tout joyeux de nous revoir
Entre un grand vol d'oiseaux rapaces
Et la splendeur de son miroir !

Allons chercher la source fraîche
Qui ravivote les amours
Dans notre cœur qui se dessèche
Comme le coin des vieux tambours...

Nous reviendrons plus gais, plus jeunes,
Plus généreux dans le pardon,
Pour terminer les mornes jeûnes
Des prisonniers à l'abandon.

Mais d'ici là, dans l'enfer sombre
Où les retient notre plaisir,
Ils peuvent bien attendre à l'ombre
Qu'il nous soit doux de revenir !...

Pour copie conforme :

Eugène BIZEAU.

DANS LES P. T. T.

Questions indiscretes

Je lis dans l'« Humanité » du 22 courant, une mise au point à l'article paru dans le « Libertaire » du dimanche 20.

J'apprends que le personnage cité connaît le français ; j'en suis fort aise ; il ne lui reste plus qu'à apprendre la géographie pour ne pas mettre Monflucan dans l'Orne, et quelque peu aussi l'histoire du mouvement ouvrier.

Il déclare, ce nourrisson (il paraît que le terme lui plaît) qu'il ne répondra pas à mes injures. Voyez-vous cela ! Il nous accuse tout simplement d'avoir vendu !!! la classe ouvrière en 1920, d'accord avec les réformistes, et c'est moi l'insulteur.

Mais, je reprends mes questions : A quelle organisation syndicale le secrétaire des Jeunesses des P. T. T. appartenait-il en 1920 ?

Que faisait-il le 29 août 1922, jour de grève générale ? Qui a cédé au Parti communiste la liste des adhérents des Jeunesses des P. T. T. ?

R. AUDIN.

POUR LES EMPRISONNES DE PARTOUT

Avec les victimes ou avec les bourreaux?

Il faut choisir

Prétextant une campagne menée à travers le pays pour l'amnistie intégrale en faveur des emprisonnés, y compris ceux de Russie, les dirigeants de la C. G. T. U., grands partisans de la dictature du prolétariat, entièrement soumis aux directives du gouvernement russe, viennent de faire parvenir à toutes les organisations syndicales une circulaire qualifiant de traître à la classe ouvrière, d'ennemis des travailleurs, les personnalités, les groupements qui réclament l'amnistie pour toutes les victimes, y compris celles du gouvernement russe. Les « traîtres » pensent que la souffrance et l'emprisonnement sont partout douloureux. Sans calcul ni arrière-pensée, ne peut-on s'apitoyer sur la chair qui souffre, sur la pensée mutilée et brimée ? La liberté n'est-elle donc plus le don le plus sacré, que ceux qui sont libres croient un devoir de la demander pour ceux qui en sont privés ?

Il apparaît sans contestation qu'il faut être de la plus mauvaise foi, du parti pris le plus occupant pour contester d'aussi essentielles vérités. Pourtant, nos leaders confédéraux tentent de faire croire aux malheureux survivants du syndicalisme que penser et agir ainsi est un crime.

Je ne doute pas que dans l'état d'abrutissement dans lequel ils ont, par leurs méthodes mensongères et absurdes, réussi à mettre une certaine catégorie de travailleurs, qu'ils arrivent à convaincre à nouveau leurs crédules ouailles qu'en cette matière comme en tout autre, qui ne pense pas comme eux est une canaille, un affreux coquin, dangereux ennemi des ouvriers.

Tout de même, si un crédit sérieux était accordé à la circulaire intéressée et de commande, on devrait douter du bon sens, car il serait vraiment trop facile pour combattre un adversaire, détruire une argumentation, s'il suffisait de déclarer que celui-ci est un ennemi des travailleurs, que celle-là est d'essence petite-bourgeoise et contre-révolutionnaire. C'est plutôt simple. Partant de là, il ne conviendrait plus que d'appliquer cette méthode à toutes les difficultés de la vie pour avoir une solution prompte et simple. On verrait ainsi les créanciers, les voleurs, les assassins, d'un seul mot réduite au silence leurs dupes ou leurs victimes.

Suivant un tel raisonnement, il n'y a pas de raison pour ne pas admettre l'argument d'une brute qui, ayant tué une petite fille, après l'avoir violée, déclare cyniquement qu'elle était dangereuse pour l'éducation et la morale prolétariennes, d'où la nécessité de l'acte ignoble qu'il a accompli. C'est stupide et absurde, dira-t-on ; oui, sans doute, mais cela ne l'est pas davantage que l'accusation portée par les pontifes moscovites contre leurs adversaires. J'ajoute qu'il faut toute la dose de malice des ouailles pour y accorder le plus mince crédit. On s'étonne que de si vieilles ficelles servent encore. Ce qui console un peu et fait espérer pour l'avenir, c'est que ces procédés de haine et de calomnie se retournent parfois contre ceux qui les ont lancés.

Les rangs de ceux qui sont mis au ban de l'humanité pour refus d'abdication se grossissent parfois des puissants d'hier qui étaient soumis aux dogmes et qui, pourtant, un jour, se sont cabrés, et ont été frappés du même anathème que les vulgaires athées que nous sommes. La preuve est aujourd'hui en la disgrâce et la chute où sont tombés les Frossard, Monatte, Souvarine, lesquels n'échappèrent pas au poison de la calomnie avec lequel les prêtres de l'Eglise rouge savent asservir les consciences rebelles, emprisonner, broyer la chair ardente et libre. Demain, les Cachin, les Treint, les Sémart subiront le même sort.

Pour calmer ceux des adhérents qui s'alarment du sort des... victimes enfermées dans les prisons russes, les sans-scrupules confédéraux donnent aux emprisonnés figure de bandits à la solde de la bourgeoisie, exploitent sans vergogne l'imaginaire danger menaçant la Révolution russe, hélas ! démente. Et le tour est joué, les pauvres bougres abusés hurlent à la mort contre ceux qui veulent arracher des victimes aux bourreaux.

C'est tellement vrai, qu'au moment du premier procès des social-démocrates, je doutais qu'il y eût autre chose qu'une querelle entre gens qui ambitionnaient l'un et l'autre le pouvoir. Faute de renseignements, cette idée était assez répandue. Il fallut l'arrestation puis l'expulsion de Shapiro, de beaucoup d'autres syndicalistes ou anarchistes, pour enfin ouvrir les yeux.

L'inqualifiable fusillade de Solovietzki démontra aux moins avertis, aux plus sceptiques, que le gouvernement russe, sous le couvert des mêmes raisons spéculatives : défense de l'Etat, n'hésite pas à employer les mêmes procédés arbitraires et cruels à l'égard de ses adversaires.

Le plus triste, c'est qu'en Russie ils agissent ainsi, soi-disant au nom du prolétariat. Quelle duperie !... Après cela, par crainte de la calomnie, de l'étiquette de contre-révolutionnaire qui peut vous être donnée par les valets ou les profiteurs de la Révolution russe, convient-il de s'abstenir prudemment de prendre la défense des emprisonnés russes au même titre que celle des embastillés de notre pays ? Je ne le crois pas. Il faut au contraire qu'une protestation véhémentement s'élève contre tous les tortionnaires et leurs complices.

La seule réponse qui convient à la circulaire de la C. G. T. U., c'est l'amnistie totale, en France comme en Russie, ici comme là-bas, avec les victimes contre les bourreaux !

LE PEN.

Dante n'avait rien vu

BIRIBI

par Albert LONDRES

En vente à la Librairie Sociale, 9, rue Louis-Blanc, Paris (10^e). Prix : 7 fr. 50 franco ; recommandé : 8 fr. 35. Chèque postal M. Jout 520-42.

AUX HASARDS DU CHEMIN

Propos d'un Paria

Cet odieux régime bourgeois, stigmatisé quotidiennement et à tant la ligne par des pisse-copie évidemment de mauvaise foi, dispense pourtant certains petits avantages fort appréciés par ceux qui font de la Révolution leur source habituelle de revenus. L'argent des prolétaires ou quelque autre inavoué et inavouable leur permet des villégiatures estivales pour le plus grand profit de leurs poulxons fatigués par les longs discours sur la misère du peuple. Et les touristes bourgeois sont bien donnés quand on leur désigne la superbe villa du « pauvre » député « ouvrier et paysan » enrichi dans les affaires du prolétariat qui sont naturellement les siennes. De même que les « baigneurs » de la haute pègre ont parfois loisir d'admirer se balançant sur de confortables « rocking-chair » quelques panes joyeuses et choisies de potentiels confédéraux plus ou moins unifiés.

Tant est grande la naïveté de la masse taillable et corvéable, qui n'a d'égale que le culot effarant de ceux qui s'installent et tentent de s'imposer comme ses guides dans la marche à la Révolution... avec haltes au Palais-Bourbon et autres lieux de rapport.

Le patron bourgeois est moins généreux et beaucoup moins stupide, hélas ! que les employeurs prolétaires. Il exige beaucoup plus de ses employés et ne leur accorde qu'en rechignant, quand il le fait, les quelques jours de repos qu'ils peuvent, parfois, s'ils y ont parents ou amis, passer à la campagne.

Je conçois aisément que le service de la Révolution à la Cachin ou à la Monmousseau soit plus agréable que celui de la bourgeoisie. Aussi j'apprécie à sa juste valeur le sacrifice immense accompli par ces « ouvriers et paysans » de la propagande et qui peut se comparer à celui d'un larrin qui puiserait à gogo dans le coffre de son patron, l'excommunierait avec de grands gestes et force discours et le chasserait brutalement de sa maison s'il se mêlait de demander des comptes.

Le « patron » prolétarien s'accommode, lui, de cette situation ridicule pour tout patron qui se respecte. Il encaisse tout avec le sourire, discours et pirouettes, ainsi que les jolons certains jours de « mouvements de masse ». C'est tout ce qu'il encaisse, du reste. Néanmoins il est content !... Il chante les hymnes sacrés ; ceux qui le grugent n'ont plus qu'à attendre qu'il paye. Il aurait vraiment tort de se plaindre d'ailleurs, car il est comblé ! Ses domestiques se sont ordonnés prêtres et ils officient à grand renfort d'une mise en scène toute religieuse. Ne faut-il pas une religion pour le peuple ? L'image du Christ est bien vieillie et bien fatide. Mais n'y a-t-il pas toujours eu des sauveurs et n'y en aura-t-il pas toujours dans les siècles des siècles ? L'évangile du Nazarené vraiment trop simpliste est remplacé par celui de Karl Marx et de son divin prophète Lénine dont le corps est soigneusement conservé en vue d'une résurrection inévitable.

Oui, mais Lénine est en Russie. Et puis il y a des contestations. Il faut aux dévots français une figure bien française et susceptible d'être adorée par des gens aux opinions opposées. Je ne parle pas pour ceux qui font que manifestent extérieurement une idée qu'ils ne partagent pas pour la simple raison qu'ils n'en épousent aucune, mais se servent indifféremment des unes et des autres.

C'est ainsi que Jaurès est donné en pâture au besoin mystique et atavique des foules par les curés des diverses religions « prolétariennes » ; c'est ainsi que des processions sont organisées avec tout le tam-tam voulu, que l'icône sacrée est exposée entourée des drapeaux du communisme moscovite, que le Trocadéro va s'emplier d'une foule de fidèles qui écouteront avec dévotion les prêches des mauvais bergers lafayettistes et socialistes, ce pendant que la racaille s'apprête à envoyer au Panthéon la dépouille de l'assassiné de juillet 1914.

Il y a des moments où l'on voudrait se laisser aller à l'envie de crier son dégoût pour toutes ces manifestations ridicules et outrageantes, où l'on éprouve une satisfaction à faire hurler au sacrilège la foule des agenouillés, où l'on allumerait avec joie le feu purificateur qui anéantirait toutes les icônes, les drapeaux, et réduirait en poussière toutes les charognes plus ou moins déifiées.

Jaurès, tribun ardent, cerveau puissant, gloire historique et philosophique, nul ne le conteste. Nul ne lui reproche, et pour cause, d'avoir voté les crédits de guerre ni d'avoir été ministre comme Guesde. Qu'aurait-il fait pendant la guerre ? Ça m'est égal. Mais Jaurès, comme Guesde, a voté les lois scélérates. Jaurès était un ennemi d'autant plus dangereux qu'il était puissant et habile. Jaurès était un politicien qui a laissé un enseignement qu'il nous faut combattre.

Et quand même il serait un ami, un anarchiste, que je verrais avec indifférence mon chien lever la patte contre le mausolée que le fanatisme religieux de camarades aurait pu lui élever.

Pierre MUALDES.

Une Commémoration.

Un bon ami nous avait apporté, à titre d'information, et pour que nous la publiions en bonne place, l'annonce de la soirée organisée par le Parti S. F. I. O. et par la C. G. T. Lafayette en l'honneur du dixième anniversaire de l'assassinat de Jaurès.

Or, il y a quelques jours à peine, nous refusâmes d'annoncer la manifestation de « rue » organisée par le Parti Communiste.

Nous pensions alors que si l'on voulait donner une ampleur à la commémoration de la guerre, il fallait faire autre chose qu'une démonstration (?) autorisée par le gouvernement.

De même, nous pensions aujourd'hui qu'une manifestation (?) en vase clos n'est que prétexte à parole, mais inutile au point de vue ouvrier.

Et nous sommes obligés aussi de rappeler au secrétaire de la C. G. T. Lafayette qu'il fut amené à écrire plusieurs articles dans la « Bataille syndicaliste » d'avant-

guerre pour combattre la thèse de Jaurès qui s'élevait contre la violence prolétarienne de l'ancienne C. G. T.

Tous les partis politiques de gauche cherchent à accaparer Jaurès — il était un petit peu de tous, en effet.

Mais la classe ouvrière ne pouvait pas le compter parmi les siens, car il fut un bourgeois partisan de la collaboration ministérielle, du socialisme (?) d'Etat et de la défense nationale.

Alors, pourquoi les commémorations-nous ?

Pourquoi ce mutisme ?

Le « Quotidien » nous entretient depuis quelques jours du proscrit Unamuno. Or, quand Dumay délivra le professeur, il libéra aussi le député Soriano.

Pourquoi donc, dans les clichés, dans les articles, dans les diatribes, ne nous parle-t-il plus de ce deuxième proscrit ?

Nous serions heureux de connaître la raison de ce mutisme.

Marty déchaîne la tempête.

Mardi dernier était organisée à Charleville une manifestation communiste. Interdite par le gouvernement, les manifestants décidèrent de se réunir en pleins champs et là, divers orateurs prirent la parole, pour initier les fidèles aux bienfaits de la dictature.

Or sitôt que Marty monta sur la tribune improvisée, un orage épouvantable éclata, et une pluie torrentielle s'abattit sur la ville.

Marty, paraît-il, va interpellé le Gouvernement sur les mesures qu'il compte prendre pour éviter le renouvellement de ces regrettables changements de température.

La Vie des Lettres

Parlons encore un peu sport

Puisque, dans la littérature du jour, le sport occupe une si large place, il faut bien se résigner à en parler de temps en temps.

Les onze devant la porte Dorée, le nouveau livre de M. Henry de Montherlant, n'apporte pas une note nouvelle dans l'œuvre du jeune écrivain. Ce recueil de proses est conçu dans le même esprit que le Paradis à l'ombre des épées et nous ne pourrions pas redire ce que nous avons écrit au sujet de ce dernier ouvrage. M. de Montherlant a du talent, possède un rare don des images et des rythmes, mais nous attendons autre chose. Espérons que notre attente ne sera pas trompée.

Signalons toutefois dans Les onze devant la porte Dorée de nombreuses trouvailles de style aussi bien que d'idées et des pages, telles celles du Crime, débordantes de sensibilité vraie.

NOTULES :

— Le deuxième numéro de la jeune revue « Des Poèmes » vient de paraître. On y trouve de meilleures choses que dans le premier cahier, notamment les « Litanies au Mâle » de Jean Dolé, il y a de beaux vers dans les poèmes de Halina Isdebska, Guy-Lévis Mano, Gaston Poullain, Maurice Aubert, Marie Sauvage. Et une bonne réclame pour fabricant d'autos que ce court poème de Julien du Breuil :

« Ah ! ceux qui rient sont insensés !
Ceux qui pleurent sont à fesser.
Moi je ne ris ni ne pleure.
— Que fais-tu donc, beau gigolo ?
Je fais du cent cinquante à l'heure
Avec ma nouvelle hispano. »

Georges VIDAL.

UN LIVRE INDISPENSABLE

L'EDUCATION SEXUELLE

par Jean MARESTAN

Physiologie et Préservation sexuelles
Contre les Moralités néfastes
Mariage et Union libre

Le Problème de la Population
Hygiène de la Maternité

Nouvelle édition — (155^e mille)
Un volume de 336 pages, illustré.

En vente à la Librairie Sociale, 9, rue Louis-Blanc, Paris (X^e).
Prix, 7 fr. ; franco recommandé, 7 fr. 85.
Chèque postal : M. Jout 520-42.

Où aller ce soir ?

Cette rubrique n'est pas une affaire de publicité. Quand bien même un directeur de théâtre ou un éditeur de spectacles voudrait y annoncer un spectacle pornographique ou les représentations d'un mutinisateur pour l'individu, nous ne signerions pas son établissement. Mais nous recommandons ici gratuitement, tous les théâtres où se jouent des œuvres dignes d'être vues.

Théâtres lyriques

OPERA. — 20 heures : Samson et Dalila ; Taglioni chez Musette.
OPERA-COMIQUE. — 20 h. 30 : Werther.
GAITE-LYRIQUE. — 20 h. 45 : Les Vingt-Huit Jours de Clairette.

Drames, Comédies et Genre

COMEDIE-FRANCAISE. — 13 h. 30 (torif des matinées classiques) : Edipe à Colone ; l'Amiral ; — 20 h. 30 : La Course au Flambeau.
RENAISSANCE. — 21 heures : La Captive.
BOULEVARD-CAPUCINES. — 20 h. 45 : Mon Bébé.
COMEDIE DES CHAMPS ELYSEES. — 21 heures : Knock ou le Triomphe de la Médecine.

Cabarets artistiques

LE GRENIER DE GRINGOIRE (6, rue des Abesses). — A 21 heures : Les Chansonniers Géo Robert, Dornano, Brubach, Line de Tarbes et Louis Loral. Spectacle d'art et d'éducation.
LE PERCHOIR. — 21 heures : Jeux... d'ais qui.

LA VACHE ENRAGEE (4, place Constantin Pecqueur). — 20 h. 30 : Veillée d'art : Maurice Halé et les chansonniers.

LA CHAUMIERE. — 21 heures : Spectacle varié.
LE PIERROT NOIR (11, rue Germain-Pilon). — Dranoff et les chansonniers.

CE QUI SE PASSE

INDEX

ITALIE

FEUILLETON DU *LIBERTAIRE* DU 31 JUILLET 1924. — N° 43.

par Honoré de Balzac

LES DEUX POÈTES

— C'est bien. A demain, dit-il à M. de

BELGIOUE

PRINTED BY J. H. BROWN, AT THE PRESS OF THE AMERICAN BOOK CONCERN, NEW YORK.

BRÉSIL

ÉTATS-UNIS
C'EST BIEN FAIT POUR LUI!

ÉTATS-UNIS

C'EST BIEN FAIT POUR LUI!

C'est tant mieux ! Et puissent tous les inventeurs d'engins meurtriers obtenir le même châtiment !

DANS PARIS

Agé de cinquante ans environ, maigre, chauve, yeux bleus, costume kaki, portant un bandeau autour de la tête, le cadavre a été dirigé à l'Institut Médico-Légal.

TROIS MORTS, CINQ BLESSES

Les autres victimes, bien qu'assez sérieusement touchées, ne paraissent pas aussi gravement en danger.

Ce sont : Mme Le Brec, demeurant 92, Grande-Rue, qui est blessée aux jambes, à la tête, et porte sur le corps de nombreuses contusions ; son mari, M. Le Brec, plus légèrement atteint, et Mme Gandais, demeurant 90, Grande-Rue, blessée légèrement à la tête.

La peur de la mort

Il est convenu que les deux parties se réuniront à la fin de l'année pour évaluer les progrès réalisés.

**Pour soutenir
votre "Libertaire"
Amis lecteurs
abonnez-vous !**

venu des trois heures du matin pour assister M. de Bargeton ; il a dit à M. de Chandour que, s'il arrivait malheur à son gendre, il se chargerait de le venger. Un officier du régiment de cavalerie a prêté ses pistolets, ils ont été essayés à diverses reprises par M. de Nègrepelisse. M. du Châtelet voulait s'opposer à ce qu'on exercât les pisto-

Auraient-ils tort ?

Oui, c'est à cette caricature, à cette dérision
à cette offense !

A TRAVERS LE PAYS

LES ACCIDENTS D'AUTOMOBILES

BAIGNEE TRAGIQUE

Nantes, 30 juillet. — Au village de La Cornardière, commune du Pallet, M. René Blancheil, 57 ans, propriétaire, a coulé à pic dans la rivière où il se baignait et s'est noyé sous les yeux de sa femme impuissante à le secourir.

UN ENFANT ELECTROCUTE

Strasbourg, 30 juillet. — Deux gamins de 9 ans, Joseph Henninger et Hermann, ont grimpé à Kilstedt (Bas-Rhin) sur un pylône électrique. Le petit Henninger, se cramponnant aux fils, a été projeté à terre par le courant et s'est fait d'atroces brûlures. Il est mort après vingt-quatre heures de souffrances.

UNE DEMENTE BLESSE SA FILLETTE
AVEC UN BASOIR

Hazebrouck, 30 juillet. — Vers midi, au cours d'un accès de démence, Mme Mistou demeurant à Morbecq, se précipita, avec un rasoir, sur sa fillette, âgée de 2 ans, et lui trancha le poignet gauche.

La malheureuse démente, après s'être blessée à la main, enjamba ensuite la fenêtre de sa chambre et se jeta dans le vide en proférant des injures.

La mère et son enfant ont été transportés à l'hôpital d'Hezebrouck. L'état de la fillette est désespéré.

LES CINQ FRANCS MENSUELS
DU « LIBERTAIRE »
—
RECTIFICATION

Dans la liste des Cinq Francs Mensuels, est paru, sous le nom de Loison, 40 thunes ; lire : A. O. S. P., 40 thunes, versé ment mars-avril.

L'Action et la Pensée des Travailleurs

MINORITÉ SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

Comités d'usine et réorganisation syndicale

La Minorité syndicaliste, ayant à examiner la question des Comités d'usine et la question de réorganisation syndicale sur la base des Comités d'usine s'est trouvée placée devant deux procédés de travail :

— Ou exposer, sans autres bases que les données actuelles, incertaines, ce que la classe ouvrière entendait créer sous ce vocable :

— Ou déterminer de façon aussi précise que possible ses vues sur l'organisation des chantiers usines, bureaux, travail des champs, etc., dans un régime où les travailleurs — de toutes catégories : manuels et intellectuels — seraient appelés à régler le travail d'un commun accord :

— Et tirer de ces vues le maximum de ce qui peut se réaliser maintenant.

La Minorité syndicaliste révolutionnaire a choisi la deuxième méthode : elle y a trouvé cet avantage : que ses vues actuelles, basées sur celles d'avenir et étayées sur les réalités présentes, posséderaient le maximum de solidité.

D'autre part, ayant à déterminer d'une façon générale la manière dont elle comprend l'organisation d'avenir des usines, chantiers, bureaux, travail des champs, etc., pour évaluer sa portée, la M. S. R. s'est rendu compte de l'impossibilité de fixer en particulier pour chaque genre d'industrie et en détail pour chaque organisation, le fonctionnement précis des divers rouages du travail. Elle ne pouvait déterminer qu'un cas type, dans ses grandes lignes, en laissant aux syndicalistes révolutionnaires organisés des diverses industries le soin de fixer leurs vues selon les modalités particulières de ces industries, vues d'où ils tireraient, toujours en accord avec nous sur le fond, des conclusions pour le présent en rapport avec le fonctionnement des diverses industries.

Cette diversité n'altère en rien la solidité des bases d'organisation sociale que nous en tirerons par la suite. Elle ne fera que souligner la souplesse et la force d'une administration et d'une organisation sociales basées sur le travail.

VUES D'AVENIR

a) L'Usine.

Nous considérons que la vie de l'usine est double :

Une vie technique ;
Une vie sociale.

Il faut envisager la vie de l'usine sous ces deux aspects sous peine de commettre des erreurs d'appréciation et d'organisation.

La base de l'usine, c'est l'atelier. Il y a donc lieu d'envisager la vie technique et la vie sociale de l'atelier.

L'ensemble de l'usine nécessite une administration générale, des organismes techniques et des organismes de vie sociale.

La vie et l'organisation de l'atelier.

L'atelier tient des réunions où se discutent :

1° Les questions de travail : de relations entre ouvriers des divers services de l'atelier et du même service, de relations entre les ouvriers et les directeurs techniques ;
2° Les questions relatives à la vie générale de l'usine.

A ces réunions d'atelier se désignent :

Un délégué d'atelier pour les questions techniques ;

Le délégué ouvrier technique d'atelier anime les contestations entre ouvriers ou entre équipes sur les questions de travail, il expose au directeur technique de l'atelier les réclamations ou les revendications de tout ou partie de l'atelier au sujet de l'organisation et la répartition du travail, etc.

Le délégué à la vie sociale de l'atelier règle au mieux de l'intérêt général de l'atelier les contestations diverses survenant sur des questions autres que des questions se rapportant nettement au travail qui peuvent surgir entre ouvriers ou entre équipes.

Il veille à l'application dans l'atelier des dispositions relatives au travail, à l'hygiène du travail et des locaux, etc.

Il est le porte-parole de ses camarades lorsqu'il faut, sur ces questions, entrer en rapport avec la direction des ateliers ou de l'usine.

Dans toutes les questions en litige mal déterminées, les deux délégués d'atelier agissent en commun.

Ces délégués sont responsables de leurs décisions devant leurs camarades à la réunion de l'atelier.

Les délégués d'ateliers peuvent tenir des réunions par groupes d'ateliers similaires ou des réunions générales d'usine, soit sur leur initiative propre, soit à la demande de leurs mandants.

Des réunions générales des travailleurs de l'usine peuvent se tenir en des circonstances importantes relatives aussi bien à la vie technique qu'à la vie sociale de l'usine.

La vie et l'organisation de l'usine.

La vie d'ensemble de l'usine est réglée par un Conseil de gestion technique, un Conseil de gestion sociale et un Conseil d'administration.

Conseil de gestion technique

Ce Conseil a dans son ressort la direction technique de l'usine, en accord avec le Conseil d'administration.

Il comprend :

1° Les délégués des techniciens de l'usine, y compris des techniciens de la partie administrative ;

2° Les délégués élus des ateliers.

Conseil de gestion sociale

Ce Conseil est élu par l'ensemble des travailleurs de l'usine.

Les questions d'hygiène du travail et des

locaux de l'usine et autres grandes questions relatives à la vie sociale de l'usine sont de son ressort, en accord avec le Conseil d'administration.

De plus, il établit la liaison de l'usine avec les organismes extérieurs : syndicats et locaux.

Conseil d'administration

Ce Conseil dirige l'ensemble du travail et des affaires de l'usine. Il est responsable de sa gestion devant l'Assemblée plénière des Conseils de gestion technique et de gestion sociale réunis.

Il comprend :

1° Les administrateurs (directeurs, directeurs des divers services généraux qui ont été choisis par l'Assemblée générale plénière des Conseils de gestion technique et de gestion sociale) ;

2° Les délégués du Conseil de gestion technique et les délégués du Conseil de gestion sociale.

b) Organisation locale et industrielle du Syndicat.

Le Syndicat demeure l'organisme de défense et de revendication des travailleurs. Il y joint un rôle de technicité en rapport avec la nouvelle organisation des usines.

Nous croyons qu'il fonctionnera avec deux organismes bien distincts :

1° Un Conseil technique formé de délégués syndiqués de chaque usine (nous laissons aux syndiqués le soin de décider si ces délégués seront élus par des syndicats ou par l'ensemble des ouvriers) ;

2° Un Conseil syndical proprement dit, élu par l'Assemblée générale du Syndicat, et devant lequel le Conseil technique rapportera le résultat de ses travaux.

Quel sera le rôle du Conseil technique ?

Nous le voyons double :

Coordonner les revendications des ouvriers des diverses usines locales de la même industrie de façon que le Conseil syndical table sur des données précises, nettes et bien classées.

Se tenir au courant des travaux des Conseils techniques des diverses usines et les apprécier, de façon que les ouvriers syndiqués puissent faire la critique précise et documentée de l'exploitation industrielle locale, et que le syndicat puisse présenter, par ses délégués, toutes critiques ou propositions fermes aux Conseils techniques des usines.

Ce Conseil technique du Syndicat pourra se diviser en plusieurs sections d'études, selon les questions à étudier :

(Lire la suite à la fin demain.)

NOTA. — La Minorité a fait tirer 20.000 exemplaires de cette étude afin d'en faire le service à tous les syndicats. Pour tous renseignements, s'adresser à COURTINAT, 118, boulevard de la Villette, Paris (19^e).

Les grèves

Charpentiers en fer. — A la maison Hamet, 243, rue Marcadet, l'index continue. Malgré le rabattage quotidien du chef monteur Faux, les compagnons ferrailleurs ne reprendront le boulot que lorsque satisfaction leur sera accordée.

D'autre part, chez Daydé, la situation est toujours la même. Le chef fait appel aux Arabes pour exécuter ses travaux. Mais, Daveux, à Paris, ce n'est pas le Maroc. Nous en causerons.

Charpentiers en bois (Section du S.U.B.).

— Nous apprenons, par une note passée sur l'« Humanité », d'hier, que les camarades travaillant au champ de courses de Vincennes, chantiers des Établissements Michélot, ont quitté le travail.

Les camarades de notre organisation ne doivent pas se diriger sur ce chantier. Néanmoins, nous tenons à faire remarquer aux camarades charpentiers en bois, qu'ils n'ont pas à tenir compte du contrat présenté par une organisation en dehors du mouvement syndical, mais qu'ils ont à défendre et à faire appliquer le cahier régional (qui a été accepté même par les gens qui le faussent aujourd'hui, c'est-à-dire l'Union des Charpentiers de la Seine) : 5 francs pour les compagnons et 4 fr. 75 pour les aides.

D'autre part, beaucoup de camarades étant induits en erreur, nous faisons connaître à tous que, seule, la Section des Charpentiers en Bois (Section technique du S. U. B.) est fédérée, appartient à l'Union des Syndicats de la Seine et, par conséquent, adhérente à la C. G. T. U.

L'Union des Charpentiers de la Seine est une organisation autonome et sans relations avec les organismes centraux ; en conséquence, ses décisions ne sont pas valables dans la corporation.

Pour le S. U. B.

L'Union des Secrétaires :

E. JUHEE.

Pour la Section des Charpentiers en Bois :

DENIS.

N. B. — Les adhésions et cotisations sont reçues au Bureau 30 (4^e étage), Bourse du Travail.

Grève générale au Bâtiment de Troyes.

— La grève de Troyes bat son plein. Tous les grévistes sont décidés à la lutte à outrance pour faire aboutir leurs revendications. La décongestion du mouvement gréviste s'opère par l'exode de nombreux camarades qui s'en vont travailler au loin. Le patronat mordra la poussière. Le travail triomphera.

La place de Troyes est à l'index pour tous les travailleurs du Bâtiment.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le Gérant : René DEVRY

Imprimerie spéciale du Libéraire

10-12, rue Paul-Lelong, Paris

Dans l'Ameublement

Des camarades syndiqués, sincères, mais un peu trop aveuglés par un matérialisme au jour le jour, m'ont critiqué et combien, parce qu'au cours de la grève qui est presque terminée j'ai osé écrire simplement ce que je pense sur l'esprit petit bourgeois des ébénistes en général.

Quoi qu'en disent ceux qui se forgent une mentalité seulement dans l'analyse d'un détail corporatif : huit heures, augmentation du salaire, etc., et dont le cerveau ne va pas à la synthèse, laquelle, chez eux, ne compte que par l'adhésion à un parti, rouge ou blanc, sans pouvoir expliquer leur acquiescement à une formule vague que leur orthodoxie empêche de disséquer. Soldats, ils obéissent aux ordres d'en haut.

Certainement, cet esprit paresseux, rétrograde, s'est accru depuis les quelques années qui viennent de favoriser les demandes des produits de l'ébénisterie. La rareté de la main d'œuvre a permis d'obtenir des plus forts salaires.

J'ai surtout eu le don de ne pas plaire à ceux qui ne songent qu'à empirer leur portemonnaie.

Beaucoup ne veulent pas voir autour d'eux et en eux-mêmes, l'embourgeoisement ascensionnel, tout en adhérent au P. S. ou au P. C.

Si nous n'y pouvons rien en ce moment, tout de même ce n'est pas un crime de vouloir réagir en montrant le mal d'égoïsme qui s'amplifie et qui retourne en réformiste le révolutionnaire.

Il est pénible de constater que malgré la propagande qui s'est faite depuis le Congrès de l'Ameublement en 1900 contre le travail aux pièces, nous soyons encore obligés d'en discuter, et que la mentalité des « piégards » n'ait pas évolué d'un iota.

Avant toujours combattu le travail aux pièces, néanmoins je fus de ceux qui accordèrent des circonstances atténuantes aux piégards ; j'y voyais chez beaucoup une habitude presque ancestrale, atavique aux us du fauloung.

Il faut en revenir.

Aujourd'hui, avec le travail intensif des machines et la spécialisation, ce sont les exploités pour leur profit, qui imposent de plus en plus le travail aux pièces et à la prime.

Le patron y trouve un plus fort bénéfice parce que l'ouvrier piégard en huit heures produit plus qu'un autre en dix et onze heures ; cela est un fait patent. Enfin, la facile solidarité de cet ouvrier dans la grève est annihilée par le tort qu'il porte à la corporation en général aux moments où le travail se raréfie et où l'offre des bras augmente.

Faut-il aussi noter que l'ouvrier fatiguant bien plus, la fièvre l'oblige à boire, non seulement il use sa santé au labeur, mais encore chez le bistrot.

Au point de vue général, la surproduction arrive dans un temps déterminé à créer le chômage, alors que la journée de huit heures ou de sept heures pourrait être un régulateur du travail en cette période capitaliste.

Mais cela est encore incompris des prolétaires qui se croient socialistes et communistes. Je ne vois que des ignares suiveurs des trembleurs qui ont peur même dans l'étroit réformisme actuel d'abandonner le travail aux pièces.

Et alors nous voilà loin de l'œuvre large de la Révolution que l'on préconise en s'en éloignant dans les actes possibles de la vie.

L. GUERINEAU.

APRÈS LE CONGRÈS DE LA VI^e RÉGION

Pour en finir

Après lecture du compte rendu tendancieux du Congrès de la 6^e région, fait dans la « Vie Ouvrière » du 16 juillet, par Chivalié, j'adressai une mise au point à la « Vie Ouvrière », à la « Bataille Syndicaliste », au « Libéraire ».

Le « Libéraire » l'a insérée le 22 ; la « Bataille Syndicaliste » l'insérera, du moins en partie, mais la « Vie Ouvrière » n'en souffle mot.

Voilà comment on opère dans ce dernier journal : on publie un article renfermant des insinuations, des calomnies contre un camarade et on refuse à celui-ci le droit de répondre. Drôle de façon de renseigner les lecteurs !

Mais voici que Chivalié répond à ma « mise au point » dans la « Vie Ouvrière » du 25. Décidément, les lecteurs de ce journal y verront de plus en plus clair !

Pourquoi donc, Chivalié, puisque tu « élèves le débat bien plus haut que cela », n'as-tu pas exigé l'insertion de mon article avant d'y répondre ? C'était de la plus élémentaire honnêteté.

Mais, passons.

Chivalié veut maintenant faire croire que je me suis contredit dans ma mise au point. Il n'en est rien, et ce n'est pas sa longue réponse tordue qui démontrera le contraire.

Je maintiens toutes mes déclarations relatives à ce qui a été dit au Congrès et à déjeuner. Elles sont l'expression de la vérité.

J'ajoute que les insinuations de Chivalié me aissent aussi froid que je l'étais à Saint-Brieuc, devant ses écarts de langage.

Jean CORNEC.

Avant le Congrès des Coiffeurs

Merci aux camarades qui nous ont répondu. Nous rappelons aux Syndicats parisiens de l'Unité, de la Motion d'Amiens, de l'Autonomie syndicale à l'égard de tous les partis politiques, que des camarades sont disposés à les représenter au Congrès Fédéral.

Adressez la correspondance au camarade Amar, Coopérative des Ouvriers Coiffeurs, 1, rue Pythéas, Marseille.

DANS LE S. U. B.

Les travailleurs de la voirie quitteront à midi

Pour les 5 francs et les 4 fr. 75, les paveurs, bitumiers, asphaltiers, bétonniers, aides et parties similaires seront présents à la démonstration d'aujourd'hui.

Pour cela, ils quitteront leurs chantiers à midi et se rendront tous, à 14 h. 30, salle Ferrer, Bourse du Travail, où des camarades de la corporation du S. U. B. et de la Fédération du Bâtiment prendront la parole.

Que pas un ne manque et que tous les chantiers soient désertés. Les camarades devront faire la nécessaire à ce sujet.

P. S. — La direction de la maison Joyeux et Platièvre, afin d'empêcher nos camarades des 15^e et 16^e arrondissements de participer au meeting du S. U. B., a décidé de les envoyer en déplacement.

Nos camarades sauront déjouer cette manœuvre et seront tous présents à la manifestation de cette après-midi, à la Bourse du Travail.

Aux charpentiers en fer et aides

Il faut en finir avec la résistance patronale. Nous devons et nous pouvons la briser en lui imposant de haute lutte notre cahier de revendications corporatives :

1° La journée de huit heures sans dérogations ;

2° Le respect des us et coutumes ;

3° Cent sous de l'heure pour les compagnons et 4 fr. 75 pour les aides.

Ces revendications doivent être la plateforme de toute notre action immédiate et doivent être l'objectif de chaque compagnon.

La corporation semble être en ce moment en plein réveil : l'esprit de combativité s'affirme tous les jours ; il suffit d'un peu de cohésion corporative et syndicaliste pour que nous reprenions vis-à-vis du patronat la place qui nous revient.

A cet effet, afin d'examiner nos moyens d'action pour nos aspirations corporatives et syndicalistes, assistez à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

qui aura lieu le dimanche 3 août, à 9 heures du matin, 8, avenue Mathurin-Moreau (Métro Combat).

En raison de l'importance de l'ordre du jour, tous les syndiqués devront être présents pour prendre leurs responsabilités, car l'heure est grave.

Le Conseil de Section a la ferme espoir que cet appel sera entendu de tous les ferrailleurs organisés et que personne ne manquera au rendez-vous du 3 août.

Le Secrétaire : A. REITZER.

FÉDÉRATION DU BATIMENT

RECTIFICATION

En ce qui concerne l'ordre du jour Boisson-Mathis, pour le cas Quémerais, dans le compte rendu du Comité National Confédéral que nous avons publié hier, il faut lire : « Le Comité national se déclare solidaire de son délégué et dément formellement tous les mensonges intéressés colportés contre (au lieu de par, qu'il faut rayer) le camarade Quémerais. »

Contre un lâche assassinat

Les membres du Bureau de l'Union, après une étude approfondie du drame qui s'est déroulé au chantier de la maison Boka, rue Noailles, tiennent à protester avec les organisations syndicales contre le lâche assassinat commis sur le camarade Trucci, du Bâtiment.

Vouant au mépris public les lâches assassins qui s'acharnèrent sur la victime en déchargeant leur revolver neuf fois consécutives, se sachant sous la haute protection de leurs chefs et cela au mépris de toute légalité.

Le Bureau de l'U. D. U. persuadé d'être d'accord avec tous les hommes de cœur, demande que les responsables d'un tel crime soient mis au ban de l'humanité.

Le Bureau de l'Union.

Communications syndicales

Boulangers. — Aujourd'hui, assemblée générale trimestrielle, salle Ferrer, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau.

Ordre du jour : Rapport moral ; Rapport financier ; Rapport de la Commission de contrôle ; Présentation des candidats au Conseil et au Contrôle ; Examen de la situation après la grève ; Questions diverses.

Chauffage. — Assemblée générale du Conseil de chantier de la maison A. D., le 1^{er} août, Bourse du Travail, à 18 heures, bureau 23. Présence indispensable.

Ébénistes. — Conseil syndical ce soir, à 18 h. 30, au siège.

Vente d'outils d'un camarade décédé, le dimanche 3 août, au siège, à 9 heures.

Machinistes et Accessoiristes de Paris. — Ce soir, à 18 heures précises, Conseil syndical, Bourse du Travail, bureau 30, 3^e étage.

Syndicat Autonome des Métallurgistes. — Réunion du Bureau ce soir, au siège, l'Assemblée générale aura lieu samedi 2 août, à 20 h. 30, à la Bourse du Travail.

Terrassiers. — Réunion du Conseil d'administration ce soir, à 17 heures 30, salle des Commissions, Bourse du Travail, 4^e étage.

L'ancien et le nouveau Conseil sont convoqués.

Les délégués de chantier sont priés de passer au bureau retirer le « Travailleur du Bâtiment ».

Minorité Syndicaliste Révolutionnaire de Rennes. — Les camarades qui ont vraiment à cœur de défendre le syndicalisme sont invités à assister à la réunion qu'organise la Minorité Syndicaliste Révolutionnaire (C. G. T. U. et Autonomie), le vendredi 1^{er} août, à 20 h. 30, Halle-aux-Toiles.

Ordre du jour : Le Congrès de l'U. D. U. et de l'Union Régionale ; la Situation économique et l'Organisation syndicale.

Minorité Syndicaliste de Romans. — Tous les camarades appartenant à la Minorité Syndicaliste ainsi que les copains anarchistes sont

priés d'assister ce soir, à 21 heures, salle du Groupe Libéraire, place Jacquemard, à la réunion.

Organisation d'une balade champêtre.

DANS LE S. U. B.

CHARPENTERS EN FER. — Réunion du Conseil et des délégués de chantier ce soir, à 18 heures, avenue Mathurin-Moreau, 8. Présence de tous indispensable. Les compagnons du chantier Saint-Charles, de la maison Lapeyrière, sont priés également d'être présents.

Une question importante les intéresse. Nous rappelons à tous les charpentiers en fer que la maison Hamet n'ayant pas encore voulu discuter, l'index de tous ses chantiers continue.

— Les camarades détenteurs de listes de souscription pour la grève des Plombiers-Poseurs et les camarades possesseurs de cartes de collecteurs sont priés de les faire rentrer dans le plus bref délai. Le Comité de grève se réunira ce soir, à 18 heures.

— Commission exécutive ce soir, à 18 heures, bureaux 13 et 14, Bourse du Travail, 4^e étage. Présence de tous indispensable.

— Le camarade bicyclette de Saint-Ouen est prié de venir ce soir retirer les affiches pour la réunion de la section locale. Urgent.

La Vie de l'Union Anarchiste

Paris et Banlieue

Union Anarchiste. — Dimanche prochain, balade à Rueil. Apportez des caquebots de bain. Prendre le train à la gare Saint-Lazare. Les heures des trains paraîtront samedi et dimanche.

Groupe Anarchiste Universitaire et des 5^e et 6^e arrondissements. — En raison du meeting organisé ce soir à la Bellevilloise par le Comité de la Semaine Antimilitariste, notre causerie est reportée à une date ultérieure.

Nous insistons vivement auprès de tous nos amis pour qu'ils assistent à cette manifestation pacifique et, sans esprit de tendance, nous n'hésitons pas à nous joindre aux camarades du Comité.

Groupe du 20^e. — En raison du meeting de la Bellevilloise, le Groupe ne se réunira pas ce soir.

Union Anarchiste et Sympathisants de Levallois-Perret. — Le Groupe de la localité est définitivement constitué et tiendra dorénavant toutes ses réunions Maison Commune, rue Cayé, 28.

Une bibliothèque commune est en voie de constitution. Les membres du Groupe invitent les camarades à venir enrichir les collections. Pour lutter contre l'ignorance en diffusant l'idéologie anarchiste, l'effort de tous est nécessaire.

Pour tous enseignements et communications, écrire : Groupe Anarchiste de Levallois, Maison Commune, 28, rue Cayé.

Réunion, vendredi 1^{er} août.

Groupe d'Études Sociales de Saint-Denis. — Vendredi 1^{er} août, à 20 h. 30, Bourse du Travail, 4, rue Suger, causerie par un camarade sur « Paysan et Anarche ».

Invitation cordiale à tous.

Groupe Libéraire de Choisy-le-Roi. — Ce soir, à 20 heures, Maison du Peuple, réunion du Groupe.

Causerie par un camarade.

Nous comptons sur tous les copains et sympathisants ainsi que sur les camarades syndicalistes.

Province

Groupe de Lille. — Les camarades sont invités à assister à la réunion du samedi 2 août, où nous devons prendre les dernières dispositions relatives à la balade du 15 août au Bois de Phalempin.

Les camarades désireux de retenir une place en voiture sont priés d'être présents.

Groupe d'Éducation Sociale de Maubeuge. — Vu les inconvénients que certains camarades nous faisaient ressortir pour le jour des réunions, nous avons cherché et obtenu la salle le vendredi en échange du lundi.

Nos réunions se tiendront donc dorénavant tous les vendredis, à 20 heures, salle des Fêtes de Sous-Bois. Les inconvénients du lundi ne pourront plus être invoqués et nous espérons que l'absence des uns et des autres sera moins fréquente.

Invitation cordiale est adressée à tous les lecteurs du « Libéraire », aux anarchistes de toutes nuances et aux sympathisants.

Les 16 et 17 août prochains, conférences par E. Armand, de l'« En-Dehors ». Nous en re-causerons.

Pour un camarade blessé

Reçu à l'Administration. — Leduc, 5 fr. ; Lefebvre, 2 fr. 50 ; L... à Levallois, 5 fr. ; Bridet, 2 fr. ; Georges Thierry, 5 fr. ; Gouttenoire, à Lyon, 4 fr. ; Loursion, 5 fr.

Total : 28 fr. 50.

Total des listes précédentes : 150 fr. 75 ; total général : 179 fr. 25.

Communications diverses

Club du Faubourg. — Ce soir, à 20 h. 30 précises, théâtre de la Fourmi, grande séance de clôture. Manifestation Jaures, conférence contradictoire par Georges Pioch sur : « Jaurès fut-il un héros ? Oui, un héros de la paix ! ». Débat sur : « Jaurès défenseur de la liberté des peuples ! ». Orateurs : Kerney, délégué en France des révolutionnaires irlandais ; Dantes-Bellegarde, représentant des Noirs opprimés ; Sakag Gissell, délégué des Juifs ; Débat sur : « L'Assassinat de Jaurès, quelles ont